

L'IRAN ET LA PERCEPTION DE SA
SECURITE



L'IRAN : « L'EMPIRE DU MILIEU »

PLAN

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

L'IRAN, le monde musulman et le monde arabe

- 11- Les frontières sud ouest
- 12- La politique de défense iranienne
- 13- L'iran. et le monde musulman
- 14- L'iran. et le monde arabe

DEUXIEME PARTIE

L'IRAN, l'Asie centrale et l'Afghanistan

- 21- Les frontières Est
- 22- L'Axe russe
- 23- L'Iran et l'Afghanistan

TROISIEME PARTIE

L'IRAN, la TURQUIE et l'Occident

- 31- Les frontières Nord
- 32- Le contexte de rivalités
- 33- La question kurde

CONCLUSION

Promontoire du moyen orient vaste comme trois fois la France, la Perse ou, comme ses habitants préfèrent la dénommer, le « Pays des Aryens » l'IRAN constitue un vrai monde au cœur d'un univers. Il est au sens strict le « Moyen Orient » et en tant que tel mériterait bien mieux que la Chine le titre d' « **Empire du milieu** »

PIERRE BEHAR (Professeur, Université de la Sarre, Paris)

« Si la force de l'épée a dominé le vingtième siècle, c'est le dialogue qui doit marquer le prochain siècle. Sinon l'épée n'épargnera personne ! Si l'on veut que le dialogue soit le nouveau modèle des relations internationales, il faut aller au-delà de la tolérance passive, ou négative, et s'engager dans la tolérance active ou positive »

Mohamed Khatami président de l'IRAN (UNESCO, PARIS, octobre 99)

INTRODUCTION

L'IRAN, c'est à dire le « pays des Aryens » que l'on appelait la Perse jusqu'en 1935, se trouve à la charnière de plusieurs ensembles ethno-politiques. Cet Etat l'un des plus anciens du monde ; a toujours gardé une forte identité entre les mondes arabe, turc, indien et russo-européen.

L'IRAN est le seul Etat du Moyen Orient à disposer à la fois d'un vaste territoire et d'une population nombreuse et largement alphabétisée (62%) qui bénéficie d'importantes ressources pétrolières et enfin qui ait une identité politique et administrative ancienne et stable ; ce qui fait une puissance incontournable dans cette région.

L'IRAN est un Etat musulman multi-ethnique où les persans qui peuplent depuis des millénaires le plateau iranien forment environ 60% de la population totale. Les minorités azéries, kurdes, arabes, baloutches et turkmènes vivent dans les régions périphériques et sont presque toujours transfrontalières ce qui constitue un facteur très important de déstabilisation.

L'importance géopolitique de l'IRAN n'a cessé de varier au cours des siècles de sa longue histoire en fonction de l'extension ou de la réduction de son espace territorial, de sa situation politique, économique et militaire.

Dans l'antiquité, l'Empire perse des ACHEMIDES (550-330 AV J.C.) fut une superpuissance. Après la destruction de l'Empire par ALEXANDRE, les sassanides (224-642) reconstruisent un Etat à l'image de l'Empire ACHEMIDE en lui donnant un statut de grande puissance.

La Conquête arabe (637-642), l'invasion mongole (1220-1258) et la formation de l'Empire TAMERLAN empêchèrent la formation d'un véritable Etat iranien malgré les tentatives de plusieurs dynasties locales. En 1501 ESMAIL, chef d'un ordre soufi militant prend le pouvoir et fonde la dynastie des SAFANIDES qui vont régner jusqu'en 1772. Cette dynastie atteint son apogée à l'époque du SHAH ABBES (1587-1629) et impose le chiisme comme religion d'Etat et fonde un nouvel Empire dont le système administratif s'inspire des traditions de la Perse antique.

Au début du dix huitième siècle l'IRAN chiite connaît une certaine prospérité et se présente comme le grand rival de l'Empire OTTOMAN

sunnite. En 1796 AGHA MOHAMED KHAN chef d'une tribu turkmène, fonde la dynastie des QAJARS qui va régner sur l'IRAN jusqu'en 1925. Un changement géopolitique notable résultait de la montée en puissance des impérialistes européens en Asie et l'IRAN devient à cette époque une zone de rivalités entre Britanniques et Russes.

Après la première guerre mondiale la situation géopolitique de l'IRAN change à nouveau avec la découverte pour la première fois du pétrole en 1908 au Khouzistan iranien. Après la seconde guerre mondiale, l'IRAN abandonne sa politique de neutralité et opte pour un rapprochement avec l'occident mais il était affecté par la logique de la guerre froide lors de la crise de l'AZERBAIDJAN en 1946. Dès lors et jusqu'à la chute de la monarchie en février 1979, l'évolution des rapports Est- Ouest jouera un rôle déterminant pour l'IRAN qui partageait près de 2500 Km de frontières terrestres et maritimes avec l'ex URSS.

Après la révolution, l'islamisme militant du nouveau régime n'a pas réussi à faire sortir l'IRAN de son isolement, mais la fin de la guerre froide modifie profondément la conjoncture internationale et avec la mort de KHOMEYNI(1989) le régime islamique entame le changement qui s'avère trop lent en raison de la spécificité de ce pays.

En tant que pays du moyen orient (islamique et non arabe), l'IRAN appartient de fait à une zone de turbulence du système international mais il est de manière plus particulière pris dans un cercle de conflits armés qui se déroulent sur ses frontières. Cette situation ne laisse pas de choix à l'IRAN qui a intérêt à s'intéresser en premier lieu à ses voisins immédiats pour des raisons historiques, religieuses, linguistiques et surtout ethniques afin d'établir de bonnes relations dans une ambiance de tensions évidentes et parfois d'échecs.

Pour cela et à l'heure de la mondialisation et de la complexité des rapports internationaux l'IRAN a tout intérêt à rétablir des relations amicales et normales avec ses voisins car la perception de sa sécurité reste tributaire de sa politique : d'une part avec le monde arabe et musulman, d'autre part avec l'Asie centrale et l'AFGHANISTAN et surtout avec la TURQUIE tout en optant pour une ouverture moins conflictuelle avec l'occident

PREMIERE PARTIE

I) L'IRAN, le monde musulman et le monde arabe

11-Les frontières sud-ouest

Monde en lui-même, l'IRAN s'organise selon un immense arc de cercle enveloppant une zone désertique centrale.

Autour du grand désert salin, le « Dacht el Kavir » et du désert du Lout les hommes se sont installés dans les chaînes de montagnes qui les bordent : au sud et au sud-ouest le long du GOLFE PERSIQUE.

Ce monde qu'est l'IRAN est au cœur d'un univers. En hauteur il est enserré par les eaux : au nord par la mer Caspienne, au sud par l'Océan indien et son prolongement qu'est le Golfe Persique. Il s'inscrit entre à l'ouest les pays du proche orient tournés vers le monde méditerranéen et, à l'est, ceux de l'orient sino-Indien, qui regardent vers l'autre versant du vieux monde.

Cette situation géographique, impliquant de nombreux voisins, est politiquement difficile. Si elle permet à l'IRAN de fonder un empire en étendant son autorité sur les pays qui l'entourent, elle l'expose aussi à succomber sous leur nombre

12-La politique de défense de l'IRAN

L'armée dispose d'un armement classique jugé insuffisant pour défendre le territoire national.

L'armée de terre, forte de 345000 hommes, possède environ 1500 chars, 550 hélicoptères et surtout 6500 pièces d'artillerie. Essentiellement défensive, elle a surtout une fonction de maintien de l'ordre, qu'elle partage avec les 120.000 gardiens de la révolution « PASDARANS ».

Le système de défense est principalement orienté vers le monde arabe et la TURQUIE, alors qu'il est beaucoup plus faible vers l'Est.

L'armée de l'air (30.000 hommes et 280 avions) a des appareils très âgés qui peuvent néanmoins encore remplir des missions d'appui à proximité du territoire national. L'aviation de transport a par contre démontré qu'elle pouvait agir plus loin puisque des avions iraniens ont atterri en Croatie pour livrer des armes à la Bosnie Herzégovine.

L'armée de mer (18.000 hommes) est en fait la seule armée qui soit en expansion. La flotte augmente régulièrement et permet aujourd'hui à l'IRAN de se projeter dans l'Océan indien ou sur les côtes

islamisées de l'Afrique. Elle n'est pas assez puissante pour traduire une volonté de conquête de nouveaux territoires mais permet à la fois à l'IRAN d'effectuer des missions de présence qui consolident son statut de puissance régionale, et de faire face à d'éventuels agresseurs avant qu'ils aient pu atteindre les frontières terrestres.

Les seules incertitudes de cette défense concernent le nucléaire. Selon certains spécialistes l'IRAN sera doté d'armes similaires à celles qu'avait la France en 1960, mais aucune preuve n'a pour l'instant été révélée.

Le rapprochement récent avec la Russie, les bonnes relations entretenues avec la Corée du nord et l'anonymat des essais nucléaires pakistanais incitent pourtant à la plus grande prudence. De plus TEHERAN a acheté en 1996 à la Corée du nord des missiles de moyennes portées pouvant atteindre 1500 km, c'est à dire la totalité des pays du Golfe ainsi que la TURQUIE.

Le but recherché par l'IRAN repose de ce fait en premier lieu sur une volonté d'afficher une agressivité que les forces classiques ne rendent pas crédibles. Le nucléaire pourrait alors, éventuellement, être mis en service du « panchiisme ». En second lieu la politique iranienne fait référence à la dissuasion qui prendrait toute sa mesure dans une région instable.

A la complexité du monde iranien s'ajoute donc celle d'une république islamique en proie aux effets secondaires d'une période révolutionnaire qui s'achève. La reconstitution politique en cours, et la préservation indispensable d'un équilibre interne laissent penser que le pouvoir en place ne peut plus se permettre de succomber aux réflexes idéologiques. Toutefois l'existence des « gardiens de la révolution » au sein de l'armée, la priorité donnée aux missiles sur les forces terrestres et la recherche (ou la détention) supposée de l'arme nucléaire font de l'IRAN le pays le plus redouté par ses voisins. En plus il reste avantagé sur le plan international par trois facteurs : la position géographique du pays, ses ressources énergétiques et son héritage historique et culturel.

13- L'IRAN et le monde musulman

L'islam tire son unité d'une doctrine islamique commune, d'un ensemble de convictions qui constituent la base de la foi de tout musulman et font l'objet d'une large acceptation au sein du monde musulman. Mais à l'intérieur de ce dernier l'unité des fondements n'empêche pas l'existence de grandes lignes de partage.

Pour cela l'étude géopolitique de l'islam nécessite à la fois la connaissance des fondements théologiques de la religion islamique et celle de la diversité identitaire des groupes humains islamisés. Il est par exemple impossible de considérer que l'islam dominé par l'élément arabe est équivalent à l'islam dominé par l'élément turc, iranien ou autres.

Il existe l'islam majoritaire dit sunnite et l'islam minoritaire dit chiite et karidjite et ces branches sont liées à des écoles de pensées différentes.

L'environnement musulman de l'IRAN

Qualifié de « carrefour de civilisation » l'IRAN est ouvert et ses frontières semblent floues : Arabes de part et d'autre de la frontière avec l'Irak, Baloutches en IRAN comme au Pakistan voisin, Turk azéri en Azerbaï djan et pour ce qui est des kurdes, leurs multiples nationalités donnent lieu à plusieurs tensions.

L'IRAN se distingue ainsi de son environnement par son plateau central où se constituait sa civilisation. Ce pays n'a pas pu résister au triomphe de la spiritualité exprimée par l'islam. Dès les premiers siècles de l'Hégire, c'est du monde iranien que viendront les premiers grands efforts d'interprétation du message coranique mais aussi la mise en théorie de la grammaire et de la rhétorique arabes.

Peu à peu, la musique, la peinture, l'architecture et l'art du monde iranien islamisé allaient se diffuser dans l'ensemble de l'espace musulman. Dès lors deux mondes distincts se sont dessinés dans l'ensemble musulman : l'un proprement arabe, l'autre « ajam » c'est à dire non arabophone et comprenant les iraniens, les communautés turques et tous ceux ayant adopté le persan comme langue de culture.

Quant à ces rapports avec le monde musulman, l'IRAN a inquiété son environnement par sa recherche d'une universalité islamique et par la prééminence du guide de sa révolution proclamé « leader d'un milliard de musulman »

On peut donc dire que l'attitude de l'IRAN, bien qu'elle fût présentée comme révolutionnaire se révéla moins novatrice et la république islamique attend exercer un rayonnement réel et cherchait surtout à être respectée.

Actuellement la république islamique n'est plus ce qu'elle était. L'immense élan d'une révolution « divine » s'est déjà brisé sur l'écueil des réalités quotidiennes. A l'intérieur même de la hiérarchie religieuse, des signes de l'ébranlement de la confiance se multiplient, paradoxalement le pays connaît un vaste mouvement intellectuel qui mène un combat contre les fondements de la théocratie.

Enfin l'idée que la force d'une nation s'exprime par d'autres voies que l'accumulation de puissance et l'édification d'empires ; montre que si l'IRAN reste fidèle à ce principe à travers les différents changements qu'il pourrait connaître ; sa place dans le monde musulman serait à nouveau celle qu'il a si longtemps occupée au cours du millénaire qui s'achève.

14- l'IRAN et le monde arabe

Zone intermédiaire entre l'Europe, l'Asie centrale et l'Afrique noire, le monde arabe jouit des avantages des points de passage obligés et en subit la vulnérabilité. L'importance stratégique de cette plaque tournante n'a cessé d'être au centre des tensions mondiales depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Les pays arabes dont l'autonomie politique était réduite jusqu'en 1952 et même jusqu'en 1958, n'ont cessé de se fortifier pour devenir, à partir de 1973 un facteur économique et financier de l'équilibre mondial. Les ressources minières du monde arabe sont considérables : plus de 50% des réserves mondiales de pétrole et 25% des réserves de gaz, un tiers des phosphates du monde par contre le secteur agricole reste faible.

Dans le passé malgré les efforts soviétiques, les Etats – Unis ont réussi à conserver leur prédominance dans la région. Au terme de la guerre IRAN- IRAK ou' cette dernière l'emporte grâce à l'aide de l'occident, l'IRAK opte pour une hausse du prix du pétrole envahit puis annexe le Koweït en sous estimant la réponse américaine et celle des Nations- Unies.

L'IRAK dont les pertes militaires s'élèvent vraisemblablement à une centaine de milliers d'hommes a subi une destruction considérable de son potentiel militaire offensif et de son industrie. Tel était, de façon primordiale l'objectif pour les Etats-Unis, soucieux de maintenir le statut quo stratégique au moyen orient où la péninsule arabique reste la région la plus vulnérable.

Cinq Etats dont la région des Emirats n'atteignent pas même 4 millions d'habitants. C'est essentiellement pour garantir la stabilité de l'Arabie Saoudite et de ces cinq Etats qu'a été mise sur pied la force de déploiement rapide américaine.

L'IRAN hostile aux Etats-Unis et à leur influence dans la région est resté neutre et a récupéré les territoires qu'il avait perdu suite à la guerre avec l'IRAK tout en conservant à son profit les avions que le président irakien compte sanctuariser sur son territoire. Le régime irakien a été en grande partie sauvé par l'Arabie Saoudite soucieuse de ne pas voir s'effondrer le pouvoir des sunnites (moins de 25%) au profit

des chiites (plus que 50%) ce qui aurait profité à l'IRAN. L'insurrection des chiites au sud du pays, écrasée, les forces irakiennes se sont tournées vers le nord pour réprimer celles des kurdes provoquant par là un exode considérable.

Cette situation permet aux kurdes sous la protection des alliés de bénéficier d'une autonomie qui n'est pas sans inquiéter l'IRAN, la Turquie et la Syrie, tous trois déterminés à maintenir leurs populations sous étroites tutelles.

Mais dans la zone du golfe persique, l'IRAN vise à retrouver une place prépondérante dans les affaires régionales, place qu'il a perdu à la suite de la révolution islamique et de la guerre contre l'Irak. Cet objectif devait être atteint par la mise en place d'un mécanisme de sécurité collective, ce qui suppose une normalisation progressive de ces relations avec les Etats arabes et une réduction de l'influence des puissances occidentales en particulier celle des Etats-Unis dans la région. Or l'espoir de parvenir à cet objectif s'amenuise au fil des mois. D'abord parce qu'il apparaît de plus en plus illusoire que des pays comme le Koweït et l'Arabie saoudite préfèrent des arrangements de sécurité avec l'IRAN aux garanties américaines. Ensuite parce que dès avril 1992, s'amorce un conflit avec les Emirats arabes unis à propos des îlots stratégiques du détroit d'Hormuz, plus spécifiquement Abou Moussa. Ces îles ont été reprises par l'IRAN depuis 1971 au moment du retrait britannique et les Emirats mettent en cause la souveraineté iranienne et ravivent un conflit territorial ancien, ce qu'ils auraient sans doute hésité de faire dans d'autres circonstances.

A l'occasion de cette affaire, même la Syrie seul alliée de la république islamique dans le monde arabe, se range du côté des Etats membres du conseil de coopération du Golfe (C.C.G). Enfin les relations de Téhéran avec l'Arabie Saoudite, d'une part puissance anti-chiite, n'ayant jamais eu des relations normales avec l'IRAN islamique et d'autre part Bahreïn pays ayant une population chiite majoritaire mais gouvernée par les sunnites, ce qui est à l'origine des contestations et troubles, souvent d'origine chiite ne s'améliorent pas.

En ce qui concerne le sud, les régions du Golfe persique et le moyen orient ; l'ambition iranienne ne favorise pas la mise en place d'une réelle stratégie d'ouverture. Le pouvoir islamique ne parvient pas à rentabiliser sa politique par rapport à la guerre du Golfe. La nature de ses relations avec les Etats-Unis l'empêche de réintégrer le jeu politique régional en cette période d'après guerre du Golfe et d'après guerre froide où les Américains sont plus que jamais impliqués dans les affaires du moyen orient.

Les autorités iraniennes convoquent une conférence « internationale » contre le processus de paix arabo-

israélien, cette politique aura par la suite des conséquences très coûteuses pour l'IRAN car elle ne touche pas seulement les occidentaux, les Israéliens et l'organisation de la libération de la Palestine (O.L.P), mais aussi la majorité des pays arabes et surtout les Etats pétroliers. Ces derniers sont les partenaires incontestables de l'IRAN à la fois dans sa politique à l'égard de la zone du Golfe persique et au sein de l'organisation des pays exportateurs du pétrole (O.P.E.P).

En fait l'IRAN sous le chah a été pour l'occident un élément de stabilité, un « gendarme du Golfe » et un allié d'Israël. Sous les couleurs de la révolution islamique, le même pays est devenu aux yeux des américains et des occidentaux, un élément de tension régionale et un allié des pays arabes dans leur combat pour la libération de la Palestine et d'Al-Qods. Mais depuis les années 50, le jeu politique dans le Golfe s'articule autour de Ryadh, Téhéran et Bagdad qui se sont rapprochés ou affrontés selon les évolutions de la guerre froide ou régionale.

La rupture entre les deux capitales de la rive arabique du Golfe à la suite de l'invasion irakienne du Koweït en 1990, a été à l'origine de la déflagration qui a fait de toute la région l'une des zones de turbulences à la fin de la guerre froide. Une telle situation souligne comment cette riche région du monde constitue aussi une zone de bouleversements d'origines géopolitiques, religieux, historiques et socio-économiques. Parmi ces lignes de fracture, l'hostilité entre l'IRAK et l'IRAN reste la plus tenace, elle mesure à elle seule la « **méfiance entre arabes et persans** »

C'est ainsi que l'Irak donne symboliquement à sa guerre le nom de « deuxième Qadyssia », en souvenir de la bataille de 636 qui ouvrit à l'islam le chemin de la Perse. Une offensive iranienne lancée fin 1986 répond, elle, au nom de « kerbala » en mémoire de la bataille livrée par l'imam chiite Al Hussein pour faire tomber Bassorah au sud de l'Irak. Il s'agit donc d'une confrontation entre deux idéologies opposées, le panarabisme du parti BATH (Irak) et le radicalisme islamique inspiré par le clergé iranien.

La deuxième guerre du Golfe a permis à l'IRAN d'assister à l'écrasement de son ennemi irakien. Les tentatives de normalisation des relations entre les deux pays ont échoué car les lourdes conséquences d'une guerre de huit ans sur les plans humain et matériel ne pouvaient être oubliées. Ainsi le manque de confiance était réciproque si bien que Téhéran a simplement confisqué les avions irakiens qui auraient fui la chasse américaine lors de la deuxième guerre du Golfe. Les observateurs qui tablaient donc sur un rapprochement possible entre Bagdad, Téhéran et Damas face à l'autre axe régional turco-israélien, ne se rendent pas compte du fossé qui

sépare l'Irak et l'IRAN; les deux pays entretenant chacun sur leur sol l'opposition de l'autre, les Moujahidins en Irak et les chiites du conseil irakien de la révolution islamique en IRAN .

Toutefois le contournement de l'embargo contre l'Irak à travers les eaux territoriales iraniennes et l'échange de quelques visites diplomatiques montrent qu'une normalisation pourrait à la longue intervenir mais qu'elle dépend de l'évolution des deux régimes.

L'équilibre du Golfe est certes fragile, mais si l'IRAN et l'Irak finissent par normaliser leurs relations, ils ne risquent pas en tout cas dans un proche avenir de devenir ni des frères sous le chapeau de l'islam ni des alliés. Les tendances hégémoniques des deux parties les empêchent de dépasser leurs querelles historiques.

Ainsi l'avenir des relations de l'IRAN avec le monde arabe dépend largement de l'évolution de la situation politique interne. Celle ci reste marquée par le consensus apparent entre les différentes tendances religieuses, surtout en matière de politique étrangère. Les relations irano-arabes dépendront aussi de l'évolution des pays arabes eux mêmes, car on peut s'attendre à certaines secousses ou alternances étant donné l'état de santé de quelques uns de leurs dirigeants et l'usure des équipes au pouvoir. Ces turbulences dépendront, sans doute aussi, de la tournure que prendra le conflit israëlo-arabe et des solutions apportées aux faiblesses décelées lors de la guerre avec l'Irak.

Les enseignements de la guerre du Golfe :

La première guerre du Golfe qui a marqué les relations IRAN-monde arabe a fait 1.500.000 victimes, dont près de deux tiers iraniens, laissant l'IRAN très affaibli alors qu'en matière d'armement, l'Irak conservait l'avantage d'une notable supériorité. Cette guerre a bien affecté les relations de l'IRAN avec le monde arabe laissant les principales leçons tirées par les Iraniens se résumer comme suit :

- *La dépendance de l'extérieur pour l'équipement et l'entretien des armes était lourde de conséquences. Les nécessités de mener des études et des fabrications nationales d'armement s'imposaient.*
- *Les armes de destruction massive devaient être redoutées car elles n'étaient pas seulement dissuasives. En février 1980, l'Irak avait eu recours aux gaz toxiques*

- *L'effet psychologique de la « guerre des villes » était considérable les armes de destruction à distance prendraient alors la population pour cible.*
- *L'incendie des champs pétrolifères peut se révéler une arme redoutable, mais il n'est pas exclu qu'elle se retourne contre celui qui en fait usage.*
- *La foi des combattants ne l'emportait pas sur la puissance matérielle de l'adversaire.*
- *Le problème Kurde seul point d'accord commun avec Damas, Bagdad et Ankara nécessite d'être bien géré dans le futur.*
- *Enfin il fallait reconstruire rapidement l'appareil militaire du pays.*

Certes l'IRAN entend bien défendre et rivaliser avec les pays du Golfe grâce aux réserves découvertes autour de la Caspienne. Mais à l'heure actuelle de la mondialisation et de la complexité des rapports internationaux, celui ci a tout intérêt à rétablir des relations moins conflictuelles avec l'occident et des relations « amicales » et normales avec le monde arabe. Son principal centre de gravité géopolitique demeure la façade Ouest, le monde arabe et principalement le Golfe.

DEUXIEME PARTIE

II) l'IRAN, l'Asie centrale et l'Afghanistan

21) Les frontières Est.

Les frontières Est de l'IRAN se caractérisent par les chaînes escarpées de l'Afghanistan, de Kandahar qui le séparent du monde sino indien ; Quant à la partie de l'Afghanistan propice aux cultures et à l'habitat, rassemblée autour de Kaboul, elle est tournée par la chaîne montagneuse Djalalabad vers le Pakistan de Peshawar et d'Islamabad.

L'immense barrière de l'Afghanistan n'est que le contrefort de l'IRAN, qui coupe celui-ci de l'orient ultérieur, de telle manière que ce pays politiquement et culturellement a toujours regardé plus vers l'ouest que vers l'Est. Cette barrière protectrice, qui définit sur son front oriental l'IRAN « comme empire du milieu » et qui ne représenterait une menace pour celui-ci que si elle tombait aux mains d'une puissance plus considérable ; telle que l'Angleterre au 19^{ème} siècle ou la Russie au 20^{ème} siècle.

Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que l'IRAN est le seul état avec la Russie, dont le territoire est à la fois contiguës au Caucase et en Asie centrale. La centralité de l'IRAN est devenue plus évidente avec l'effondrement de l'ex URSS et la disparition d'un rideau de fer qui pesait lourd sur ce pays.

Aujourd'hui l'IRAN a des frontières terrestres et maritimes longues de plus de 7500 km avec une quinzaine d'Etats, dont 5440 km de frontières terrestres ; 2440 km de côtes le long du Golfe persique et de la mer d'Oman et 740 km le long de la mer Caspienne. A l'Est l'IRAN est aujourd'hui avec la Russie, le seul pays partageant des frontières communes à la fois avec les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale. C'est le seul pays riverain de la Caspienne n'ayant pas appartenu à l'ex-URSS et le seul pays au monde dont le territoire permet la jonction entre la Caspienne et le Golfe persique.

Cette situation confère à l'IRAN la vocation de terre de transit ce qui a profité à ces voisins de l'Est de contourner leur handicap majeur ; c'est à dire leur enclavement territorial à travers un pays naturellement ouvert

22- L'axe russe

La Russie comprend une vingtaine de minorités territoriales qui, toutes ensemble représentent 18% de la population totale. Deux seulement de ces minorités voisinent les 4 millions : *les Bashkirs et les Tatars*.

Cependant en Russie centrale, la concentration territoriale des différentes régions donne un total de 13 millions d'habitants. L'autre concentration musulmane, celle du Caucase est d'un total de 4,5 millions d'habitants. Le pouvoir de cette société bureaucratique et totalitaire reposait sur l'encadrement mis en place par le parti unique.

La montée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev inaugure une rupture 1985 –1990 qui modifie de fond le panorama des relations Est / Ouest. Les pays baltes, Lituanie, Lettonie, Estonie et Géorgie ont unilatéralement proclamé leur indépendance tandis que les autres républiques se déclaraient souveraines – Russie comprise.

Des heurts inter-ethniques ont eu lieu entre l'Arménie et l'Azerbaï djan provoquant au moins 60.000 réfugiés dont près de 450.000 au Caucase et 85.000 en Asie centrale.

A l'égard de cette situation ; la compétition entre la Turquie et l'IRAN pour exercer une influence sur l'Asie centrale est loin d'être surestimée. La Russie aussi est décidée à ne pas être entourée de marches hostiles. En fait la politique iranienne consistait à maintenir une liaison étroite avec la Russie et à tenter de convaincre les Russes d'établir une sorte de cogestion russo – iranienne des crises au Caucase et en Asie centrale, afin de limiter et retarder la percée américaine et turque.

Dans les crises du Caucase l'IRAN se retrouve à chaque fois du même côté que les Russes tout en se méfiant de l'Azerbaï djan. En 1991 Bakou (capitale de l'Azerbaï djan) s'est étroitement rapproché d'Ankara et a relancé l'idée d'un grand «Azerbaï djan » qui incluait le Nord est de l'IRAN. Ce dernier a d'emblée vu l'indépendance de l'Azerbaï djan une nouvelle source de problèmes.

En revanche les Iraniens disposent d'une vieille connexion arménienne : la population locale est loyale et anti – turque. Les relations avec l'Ouzbékistan sont froides par contre au Tadjikistan et au cours de la guerre civile de 1992, la Russie soutient les « néo-communistes » et Téhéran les « islamo-nationalistes » mais tous deux s'accordent pour exclure aussi bien les Etats-Unis que l'Ouzbékistan du processus de règlement politique. Les discussions qui aboutissent à l'accord de paix en 1997 se déroulent en alternance à Moscou et à Téhéran et se concluent sur un gouvernement de coalition entre leurs protégés respectifs.

En 1994 après la montée des « Talibans » (étudiants en religion) en Afghanistan les deux pays soutiennent la coalition du Nord où se retrouvent Tadjiks, Ouzbeks et chiites contre le mouvement des Talibans chiites soutenus par les Pakistanais, l'Arabie Saoudite et les Américains.

Enfin les Iraniens restent parfaitement silencieux durant la guerre en Tchétchénie, alors que les Turcs soutiennent les tchétchènes. La cohérence des alignements stratégiques est claire : russes et iraniens partagent en gros la même vision de l'Asie centrale et du Caucase.

La défense du statut de la Caspienne vise à empêcher les Etats indépendants d'accorder des concessions sans contrôle aux occidentaux. Un développement trop rapide des hydrocarbures de la Caspienne va à l'encontre un intérêt de l'IRAN et de la Russie, deux puissances pétrolières et gazières qui n'ont pas intérêt à voir la concurrence apparaître sur le marché. Ils vont donc prôner le développement des réseaux d'oléoducs et de gazoducs selon un axe Nord- sud : par le Caucase Nord pour la Russie et par son territoire pour l'IRAN.

En fait les Russes n'ont jamais vraiment joué le jeu de la cogestion. Même s'ils ont renforcé leurs liens avec Téhéran, ils n'ont jamais eu l'intention de laisser les Iraniens jouer un rôle déterminant en Asie centrale et au Caucase. De plus les efforts de l'IRAN pour jouer un rôle dans la région se heurtent à la politique américaine. Une véritable guérilla diplomatique est menée contre l'IRAN pour l'exclure avec la Russie de l'exploitation des richesses de la mer Caspienne.

Quoi qu'il en soit, l'isolement de l'IRAN sur la scène internationale, renforcé en mai 1995 par l'arrêt des investissements et échanges des Etats-Unis avec ce pays ne contribue guère au développement de ses relations avec les pays du Caucase et de l'Asie centrale. De plus l'opposition aux américains pousse l'IRAN à se rapprocher de plus en plus de la Russie, ce qui fournit peut être un atout politique à la diplomatie de Téhéran dans la région. Ceci lui enlève la possibilité de représenter une alternative pour les Etats post-soviétiques qui cherchent à se dégager de l'emprise de leur grand voisin.

Mais l'accession à l'indépendance de ces Etats va profondément modifier la géopolitique de l'IRAN. Ces Etats ont soit des frontières terrestres communes avec l'IRAN (Azerbaï djan, Arménie, Turkménistan) soit des frontières maritimes (Russie, Kazakhstan) soit les deux. Mais au-delà de ces transformations de type territorial, ce qui importe encore plus, ce sont les nouvelles possibilités offertes en IRAN de renouer avec un monde qui lui est familier et avec lequel il partage un héritage historique commun, une culture et des traditions.

La recomposition du paysage géopolitique ainsi que l'ouverture sur un monde qui lui est tellement proche et auquel il n'avait plus accès, permettent à l'IRAN d'exercer de nouvelles activités et de jouer un nouveau rôle sur la scène internationale et particulièrement dans son environnement régional.

Enfin la disparition du rideau de fer qui l'avait séparé de la Transcaucasie durant soixante dix ans va, par l'amplification des échanges, renforcer d'avantage encore l'intérêt des iraniens pour leurs voisins qu'ils ne pourront jamais considérer comme vraiment des étrangers.

23- L'IRAN et l'Afghanistan.

- L'Afghanistan et l'entrée en scène des Talibans

Les quatre à cinq années qui séparent le départ des forces soviétiques d'Afghanistan de l'apparition des *Talibans* (étudiants en religion) en 1994 sur la scène intérieure du pays ne sont faites que d'une succession de troubles et d'affrontement entre les différentes factions afghanes. La situation de 1994-1995 a donc radicalement changée par rapport à celle de la période 1979-1989. On est passé d'une guerre de résistance à un envahisseur étranger à un conflit intérieur qui ne faisait qu'accuser les clivages déjà apparents pendant la période d'occupation soviétique.

En l'espace de pratiquement vingt ans de guerre, l'Afghanistan n'a donc toujours pas trouvé la paix. Les questions de pouvoir et des relations entre les différentes ethnies qui composent le pays demeurent au contraire, tout aussi épineuses que par le passé. Aucune solution n'est venue des acteurs internes traditionnels, des *Talibans* ou des personnalités afghanes à l'étranger.

Après le départ des forces soviétiques, les factions des moujahidins, en se battant pour le pouvoir, n'ont réussi qu'à faire intervenir un acteur supplémentaire : *les talibans*. Ces derniers ont démontré qu'ils n'étaient pas aussi désintéressés qu'ils le prétendaient à leur arrivée sur la scène afghane. Leur intervention n'a donc conduit qu'à une nouvelle transformation du conflit.

Certes la situation s'est considérablement modifiée depuis la ou les Soviétiques occupaient l'Afghanistan. On constate dès lors que les acteurs extérieurs pèsent toujours d'un poids considérable sur le sort du pays. Il est en effet difficile d'envisager qu'une solution imposée de l'étranger puisse réussir.

Le problème est qu'il n'y aura aucune solution nationale sans les *talibans*. Il semble cependant difficile que le mouvement des talibans évolue pour une résolution de la crise en raison de leur politique

extrémiste, on va assister plutôt à une radicalisation qui risque d'avoir de lourdes conséquences sur le plan international.

En fait l'apparition en 1994 des *talibans* était remarquée sur la scène afghane. Plusieurs spécificités doivent cependant être soulignées et en tout premier lieu qu'il ne s'agit non pas d'éléments étrangers mais bien d'afghanes majoritairement Pashtounes, originaires du sud du pays. Ils interviennent en Afghanistan à partir des zones pashtounes du Pakistan.

En effet la formation de ces étudiants en droit et théologie s'effectue dans les « *madrassa* » (écoles religieuses) implantées de part et d'autre de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et s'achève de manière traditionnelle dans les zones pashtounes du Pakistan. Enfin leur apparition ne correspond pas à l'émergence d'un tout nouvel acteur sur la scène afghane puisqu'ils étaient déjà actifs contre les communistes ; les « *madrassa* » du sud de l'Afghanistan constituant à la fois des écoles religieuses et des bases d'entraînement militaire.

La nouveauté tient plutôt au changement d'orientation de la politique afghane du Pakistan. Pendant toute la période d'occupation soviétique, les autorités pakistanaises avaient fait le choix de soutenir massivement les forces pashtounes. Plusieurs raisons justifiaient cette orientation. La première est que si au sein de la population pakistanaise l'ethnie pashtoune est minoritaire, c'est à elle que reviennent les postes clés. Une sorte de solidarité ethnique unit donc les élites pakistanaises et les composantes afghanes pashtounes. Une autre raison tient également au fait que le Pakistan, qui doit son existence à la promotion d'un modèle religieux ne veut pas d'un Afghanistan communiste et laï que.

Dans ce sens ses préoccupations rejoignaient, dès 1979, celles de l'Arabie Saoudite (qui cherchait à promouvoir un modèle sunnite concurrent du modèle chiite iranien) dont le projet est soutenu par les Etats-Unis contre un IRAN qui avait désormais basculé dans le camp des religieux.

Lors de leur première apparition les *talibans* sont pratiquement investis d'une image de « sauveurs » et de « moralisateurs ». Ils viennent de mener avec succès une opération qui aboutit à la libération des membres pakistanais d'un convoi de camions à destination du Turkménistan qui étaient bloqués par les autorités locales. Ils prennent ensuite le contrôle de Kandahar après en avoir chassé les Moujahidins. Assez vite de nombreuses rumeurs courent sur leur compte ; on en parle comme des « combattants d'élite » très bien armés. La rapidité de leur apparition et leurs actions font dire qu'ils bénéficient de soutiens extérieurs notamment du Pakistan, voire de l'aide des Etats-Unis.

Les premières déclarations faites par le mouvement des *talibans* sont assez diverses. Ils annoncent tantôt n'avoir aucun désaccord avec les factions afghanes mais qu'ils combattent « ce qui va à l'encontre de la religion », tantôt vouloir « éliminer les factions des Moujahidins » (criminelles) qui ont plongé le pays dans l'anarchie. Ils disent également avoir des adversaires intérieurs (les chefs de guerre qui règnent sur des portions du pays) et des adversaires extérieurs (les pays ou personnalités qui veulent exercer une influence sur le sort de l'Afghanistan).

Si leurs déclarations ne sont pas forcément explicites, leurs actions le sont beaucoup plus et correspondent à de véritables « coups de poings » avec pour objectif de moraliser le pays. Leur avancée s'accompagne ainsi de destruction de champs de pavot ainsi que de l'exécution des trafiquants de drogue.

En février 1995, les *talibans* sont devenus un acteur non négligeable et pourtant personne n'avait jusque-là tenu compte de leur mouvement.

Actuellement le problème est qu'il n'y aura aucune solution nationale en Afghanistan sans les étudiants religieux.

TROISIEME PARTIE

III) L'IRAN, la Turquie et l'Occident

31- Les frontières Nord Ouest

La frontière Nord de l'IRAN est une frontière exclusivement de conflits, aggravés encore par le fait que c'est à l'Est de la Caspienne ; une frontière ouverte. Cette région est habitée de populations nomades, mais d'origines iraniennes. Il s'agit d'un « vaste pays des turcs » ou « Turkestan ».

La migration de ces nouveaux peuples allant de surcroît les porte à l'Ouest de la Caspienne, vers les monts du Caucase, c'est toute la frontière septentrionale de l'IRAN qui défendait par toute sa nature géographique le monde des cultivateurs contre les peuples dévastateurs. Il n'y a peut être pas eu de frontière plus exposée dans l'histoire. Chaque fois qu'elle a cédé, une vague d'horreur a déferlé sur l'IRAN. Les plus atroces ont été l'invasion par Gengiskhan de l'IRAN oriental en 1221, celle de l'IRAN occidental par ses successeurs en 1231 et celle de Tamerlan à la fin du 14^{ème} siècle.

Ces revers signifiaient un bouleversement surtout culturel qui tente de priver l'IRAN d'un rapport de l'homme au sol sur lequel s'était élevée une civilisation plusieurs fois millénaire. Ceci montre l'importance obsessionnelle de cette frontière pour le pays ; car il n'y est pas de frontière plus exposée. Il n'en est pas de plus constamment menacée non plus. Elle l'était dès l'antiquité ; elle l'est encore de nos jours.

En fait ; aux raisons géographiques fondamentales sont venues s'ajouter des raisons historiques depuis le 17^{ème} siècle. Ainsi l'IRAN et la Turquie furent constamment en lutte à la menace de la Russie, qui désireuse d'accéder à la fois à l'océan indien et à la méditerranée, cherchait à atteindre le Golfe persique d'une part, les Bosphores et les Dardanelles d'autre part. Cette menace commune mit un terme aux conflits entre la Turquie et l'IRAN.

A l'heure présente, ni l'affaiblissement relatif mais passager de la Russie, ni l'appartenance de la Turquie à une alliance dominée par les Etats-Unis hostiles au régime de Téhéran ne semblent propres à détourner l'IRAN et la Turquie de leurs intérêts géopolitiques communs et à remettre en cause leur pacte de non-agression, voire de coopération objective.

Au cours de la seule année 1991, la Turquie assista au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'Union soviétique. Elle se vit ainsi obligée d'abandonner la vieille politique de conservation des

acquis de la guerre d'indépendance (1918-1923), définie par « *paix dans le pays, paix dans le monde* ».

Tout en voyant pour la première fois l'intégrité de son territoire sérieusement menacée par l'insurrection kurde, la Turquie est sommée par les événements de devenir une puissance « régionale » dont l'influence s'étend bien au-delà de ses frontières.

32- Le contexte de rivalité

Avec trente ans d'avance sur l'Égypte, les Turcs au lendemain de l'effondrement d'un empire ottoman miné par les questions nationales, parviennent grâce à Mustapha Kemal et à l'armature militaire d'une société à tradition étatique, à éviter l'asservissement et à créer avec la Turquie moderne le premier Etat-Nation vraiment indépendant du monde Afro-Asiatique. Sa modernisation intègre surtout les formes extérieures des institutions européennes et non ses fondements économiques, tout en demeurant tributaires des contraintes sociologiques.

Membre de l'OTAN, membre de l'O.C.D.E et du conseil de l'Europe ; la Turquie est le seul Etat du Proche-Orient à être lié à l'occident par un pacte militaire. Il se veut européen et souhaite devenir membre du marché commun. Au Proche-Orient son passé impérial, ses spécificités et ses orientations politiques l'isolent de ses voisins.

C'est le seul pays du Proche-Orient en dehors de l'Égypte, à reconnaître l'Etat d'Israël. La chute du chah d'IRAN qui prive les Etats-Unis d'un allié régional majeur, augmente encore le prix de l'alliance avec la Turquie. Celle-ci lors de la crise du Golfe (1990) s'est très vite rangée du côté des américains.

Avec la guerre du Golfe et plus encore avec la dissolution de l'Union soviétique, la Turquie se trouve confortée, non seulement dans sa position d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région, mais encore dans celle de puissance régionale. La période de l'isolement ; strictement tournée vers l'Europe est close.

La Turquie a lancé un projet de coopération des Etats riverains de la mer noire, renouant avec le passé ottoman et qui incluse une large partie des Balkans. Elle appuie l'Azerbaïdjan dans ses efforts pour contrôler le Haut Karabakh (ce qui inquiète l'IRAN favorable au statu quo régional) et a entamé une politique d'influence en Asie centrale.

L'IRAN et la Turquie

N'appartenant véritablement ni au monde industrialisé, du moins à l'approche de l'an 2000, ni à ce que l'on appelle le tiers monde, l'IRAN et la Turquie présentent un certain nombre de caractéristiques relevant de

deux catégories. Non seulement ils n'ont jamais subi directement la colonisation, contrairement à la quasi-totalité des pays du tiers monde, mais de plus ils sont les héritiers d'empires qui ont dominé durant des siècles, les Balkans, l'Asie du sud Ouest, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord. Ils contrôlent aujourd'hui un territoire et une population d'environ le tiers de l'Europe moins la Russie.

L'IRAN a un revenu énergétique qui pourrait lui permettre d'être un pays économiquement développé ; par contre la Turquie a entamé progressivement sa révolution industrielle. Ces deux pays occupent certes spécifique dans le monde musulman, mais pas forcément « périphérique » comme on l'écrit souvent.

Sur le plan historique, la république de Turquie est issue du démembrement d'un vaste empire dont l'ethnie centrale fondera un Etat-Nation par la révolte armée contre les occupants étrangers. En revanche, l'IRAN a pu maintenir la cohésion malgré l'existence de nombreux mouvements après la fin de la première guerre mondiale.

Il faut rappeler que les ambiguïtés et les distorsions entre les deux régimes ne se situent pas toujours au niveau des débats, mais prennent aussi parfois des formes de frictions plus ou moins violentes. Le rapprochement perceptible entre les deux pays a été trompeur et de courte durée.

Les autorités turques soupçonnent, depuis des années, l'IRAN, de fournir un soutien aux mouvements intégristes turcs. Certaines prises de positions publiques des diplomates iraniens en poste à Ankara en faveur du mouvement islamique en Turquie ont conduit cette dernière à demander à Téhéran le rappel de ses diplomates. En outre le régime iranien a été accusé de complicité dans l'assassinat de personnalités turques et iraniennes (proches de l'ancien régime sur le territoire turc). Les incidents de ce genre empoisonnent le climat des relations bilatérales.

Actuellement la politique de croisade islamiste semble laisser la place à une vision à plus long terme d'un IRAN redevenant avec la Turquie la grande puissance du moyen orient.

33- La question Kurde

En 1991, la Turquie reconnaissait (après soixante sept années d'inexistence officielle) la réalité d'une minorité de 12millions de Kurdes, soit 20% de la population totale.

Cependant, depuis aucun droit culturel n'a été accordé à celle ci ; tandis que les régions Kurdes sont soumises à une très dure répression destinée entre autre à écraser le Parti des Travailleurs Kurdes (P.K.K).

La Turquie et l'IRAN ont en commun d'abriter de fortes communautés Kurdes : plus de 12 millions pour la première et plus de 6 millions pour le second.

Comme dans d'autres domaines, la question Kurde constitue pour les deux pays un champ où l'on constate à la fois des convergences objectives mais surtout des tensions évidentes.

Actuellement, l'attention et les enjeux se polarisent surtout autour de l'Irak. Les deux capitales ne cessent de clamer qu'elles sont en faveur de l'intégrité territoriale au Nord de l'Irak, par crainte de la propagation de l'indépendantisme Kurde sur leur propre territoire. En dépit d'une coopération formelle, les deux capitales ont leurs propres alliés en Irak du Nord selon les situations. Par ailleurs l'IRAN apporte aussi un certain soutien, peut-être pas avec la même intensité que la Syrie au parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K) qui mène depuis une dizaine d'années une guérilla sanglante contre la Turquie.

De plus les services de renseignements turcs auraient repéré plusieurs camps d'entraînement en IRAN à proximité de la frontière turque. Outre le soutien logistique apporté par les dirigeants iraniens à l'organisation Kurde, son chef Abdallah Ojallan (actuellement détenu en Turquie) aurait été bien accueilli lors de ses nombreux passages à Téhéran.

Force de constater que la Turquie n'utilise pas à l'égard de l'IRAN des mêmes méthodes violentes et destabilisatrices, ni envers sa population Kurde ou Turcophone qui constitue pourtant plus d'un quart de la population du pays.

Quant à la diplomatie iranienne, elle se plaît à mettre l'accent sur la coopération avec Damas et la convergence des intérêts stratégiques entre les deux pays, notamment au Liban. De l'autre côté la Grèce et l'Arménie sollicitent fortement l'appui diplomatique de l'IRAN dans leurs conflits avec la Turquie.

Quoi qu'il en soit, avec son protectorat annoncé sur la question Kurde, ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale, ses projets dans la mer Noire et sa réapparition dans les Balkans, mais aussi grâce à sa libération pour la première fois depuis trois siècles de la menace Russe, la Turquie est entraînée à abandonner une politique extérieure défensive pour une politique régionale active.

La situation actuelle

Entre les Turcs qui mènent la guerre dans la province du Kurdistan, les Iraniens qui poussent leurs pions et Bagdad qui attend une décision de levée d'embargo de la part des Nations Unies, l'Irak du Nord reste un champ de manœuvre contesté.

La « route de Barzan » la plus septentrionale des transversales du Kurdistan, s'est taillé un chemin à travers les montagnes frontalières de l'IRAN et la Turquie. En effet le P.K.K et les militaires turcs poursuivent dans les trois provinces d'Irak du nord (en rupture avec Bagdad) l'affrontement qu'ils n'ont pu définitivement tranché.

Laminés par une armée qui depuis 1984 a eu le temps de se préparer, les Kurdes sont progressivement passés de Turquie en Irak. Il s'y sont maintenus au fil des ans malgré les pressions que leur infligèrent les Kurdes irakiens de Massaoud Barzani, alliés des turcs.

Les partisans d'Abdullah Ojallan, le condamné à mort le plus fameux des prisons turques, n'ont pu devenir le « joker » du jeu Nord irakien. Ils n'en continuent pas moins de peser sur la vie des zones frontalières, qui depuis plus de trente ans, n'ont guère connu la paix durable.

Les commandos du P.K.K dont l'effectif est limité, opèrent dans des secteurs aux portes de l'IRAN sur les voies que traversent les convois humanitaires des Nations Unis à destination de la Turquie.

Résolu à interdire au P.K.K d'utiliser le Kurdistan comme sanctuaire ; l'armée d'Ankara a à son tour, franchi la frontière massivement. La première grosse opération remonte à février 1995. D'autres se sont succédé depuis avec la régularité saisonnière des travaux des champs.

L'Etat Major turc maintient des unités en Irak, le long de la frontière, sur une bande profonde de vingt kilomètres : un millier d'hommes au total selon les observateurs. Les étrangers qui sillonnent ces montagnes repèrent aisément les positions tenues par les sections et les compagnies turques.

Actuellement certains humanitaires, redoutent que réduisant son activité en Turquie, où son chef Ojallan risque la mort, le Parti des travailleurs kurdes ne se renforce en Irak.

34- L'IRAN et l'Occident

- ***L'impérative nécessité de dialogue avec les Etats-Unis***

Les relations entre les Etats- Unis et l'IRAN même à leur meilleur, ont rarement été normales. La position stratégique de l'IRAN et ses ressources pétrolières lui ont toujours donné, à l'époque du chah comme aujourd'hui, une importance tout à fait particulière.

Pendant la guerre froide l'IRAN a constitué pour les Etats-Unis un élément essentiel du dispositif d'endiguement de l'Union soviétique et l'un des garants de la stabilité dans le Golfe.

Les Iraniens de leur côté, ne comprennent pas l'hostilité persistante des américains à leur égard, ceux ci ne pouvant oublier la

prise d'otages (1979-1981) et la manière avec laquelle Téhéran avait retardé leur libération, péniblement négociée durant la dernière année de l'administration Carter.

Lorsque l'on regarde les démonstrations télévisées organisées en IRAN contre « le grand satan », il est facile pour les Américains de croire que l'IRAN est le premier pourvoyeur de terrorisme international, qu'il cherche à miner le processus de paix au Moyen Orient, cherche à expulser les forces américaines du Golfe pour établir sa propre domination sur cette zone et ses ressources pétrolières et qu'il est par conséquent, résolu à acquérir des armes de destructions massives pour atteindre ses objectifs.

Les gouvernements arabes et même ceux qui coopèrent avec les forces américaines pour assurer la stabilité et la sécurité dans le Golfe, s'inquiètent du climat de tension qui caractérisent les relations américano-iraniennes. Une action militaire imprudente, un accident, pourraient faire d'eux une cible involontaire.

De nos jours l'IRAN et les Etats-Unis ont un même intérêt à ce que soient rétablis la stabilité et un gouvernement représentatif en Afghanistan. Beaucoup de problèmes exigeront une coopération avec l'IRAN pour être traités efficacement.

Les Etats-Unis en manifestant leur respect pour le peuple, l'histoire, la religion et la civilisation de l'IRAN, encourageront la réciprocité de la part de Téhéran. Ils permettront l'établissement de relations qui profiteront non seulement aux deux sociétés et aux deux économies, mais aussi à l'ensemble de la communauté internationale.

Quoi qu'il en soit, le rapprochement entre iraniens et américains prendra du temps ; les seconds d'ailleurs ne souhaitent pas que le pétrole de la Caspienne passe par l'IRAN pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le régime islamique. Ils ne veulent tout simplement pas renforcer le rôle du Golfe persique dans l'équation pétrolière mondiale et veulent diversifier les sorties.

L'IRAN doit donc s'attarder à parler de rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et renforcer des relations bilatérales avec chaque Etat de la zone.

Il s'agissait, en clair d'un « rééquilibrage d'intérêt » à court terme entre les deux pays. C'est précisément l'absence de politique claire et cohérente à l'égard de l'IRAN de la part de l'administration américaine qui peut sans doute laisser augurer de nouvelles actions de « rééquilibrage » dans un sens ou un autre.

• **L'IRAN et l'Europe**

Bien qu'entouré de régions en crise et de pays nucléaires (Russie, Israël, Pakistan, Inde), l'IRAN faisait mine de suivre une

évolution étonnamment « sage ». Il affichait volontiers en matière de politique étrangère des choix orientés vers les normes les plus acceptables. En 1989 ; le gouvernement pris ainsi l'initiative de proposer à la France d'ouvrir une délicate négociation en vue de clore les lourds contentieux nucléaires et financiers. En 1990 l'IRAN multiplia les initiatives pacifiques : accélération du règlement de paix avec l'Irak, condamnation de l'invasion et de l'annexion du Koweït, proclamation de neutralité dans la « guerre du désert » et proposition de mise en place d'un système de sécurité collective régional.

Ainsi contournant les enjeux de la nouvelle crise du Golfe, le régime islamique tendait à crédibiliser l'abandon définitif de l'exportation de la révolution.

Mais l'idée selon laquelle la république islamique pourrait nourrir des relations normales avec l'Europe ; dans le respect des droits de l'homme, du principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui fut une première fois contredite à Téhéran par la *Fatwa*. Cette dernière était prononcée à l'encontre de l'auteur des « versets sataniques » Selmân Rushdî. Paradoxalement aux yeux de l'occident, ce dernier acte de portée internationale était intervenu alors comme à retardement. Car, en 1989, bien d'autres autorités religieuses dans l'islam ; au Pakistan, en Inde, en Egypte, en Arabie Saoudite avaient déjà condamné Selmân Rushdî.

Toutefois le caractère politique, la dimension bilatérale irano-britannique du contenu de la *Fatwa*, affectèrent en premier lieu les relations de Téhéran avec les capitales de la communauté européenne, poussant ces dernières au bord de la rupture. Cette vive réaction fit mesurer aux dirigeants iraniens la réalité nouvelle pour eux, de la solidarité liant les douze gouvernements. Ces derniers étaient en 1992 préoccupés par l'ambiguïté de la politique du régime de Téhéran et des contradictions inhérentes au système.

En 1998, avec la levée de l'hypothèque Selmân Rushdî, source de frictions qui auront duré neuf ans, il est permis de considérer que la crise euro-iranienne est déjà dépassée. La solidarité et la détermination affichés par les Etats membres de l'Union européenne ont joué dans cette évolution un rôle capital.

Il est certes aujourd'hui de l'intérêt de l'Europe ; celle de Maastricht et Schengen d'utiliser les bonnes dispositions des dirigeants iraniens actuels pour faire avancer ses vues, donner plus d'ampleur à son action diplomatique, pousser ses plans dans le domaine économique et commercial.

Il est aussi de l'intérêt de la paix et de la stabilité, que soient garantis les équilibres régionaux par la présence et la participation de

l'IRAN islamique au système de sécurité à mettre en place sans vouloir le punir éternellement de son péché originel.

Enfin l'Europe doit aider l'IRAN à s'engager davantage sur la voie de l'ouverture et de l'échange, en s'interdisant les voies de la terreur et de la déstabilisation afin de retrouver à part entière, son rôle d'acteur dans la sphère régionale, et son rang de puissance dans le concert des nations

CONCLUSION

Le problème géopolitique actuel de l'IRAN est bien plus « politique » que « géographique ». En effet les atouts de l'IRAN sont nombreux, mais se sont les considérations politiques qui depuis près de deux décennies, ont mené l'IRAN à l'isolement international. Une telle situation s'avère néfaste pour un pays dont l'une des premières vocations est d'être une terre de transit, atout d'ailleurs grandement valorisé par l'effondrement de l'ex-U.R.S.S et la disparition du rideau de fer.

Au moment où les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie cherchent désespérément à contourner leur handicap majeur, c'est à dire leur enclavement territorial, l'IRAN doit sortir, lui de son enclavement politique et redécouvrir sa vocation de pays ouvert.

C'est à cette tâche difficile que le gouvernement de Téhéran s'est attelé. Jusqu'à présent il a réussi quelques percées sur le front diplomatique malgré l'opposition farouche des conservateurs. L'Europe est ainsi séduite, les Etats-Unis restent prudents. Raisonnablement la défense des intérêts nationaux de l'IRAN exige le retour de ce pays dans le concert des nations et l'oblige à devenir un Etat fréquentable. Malheureusement il n'est pas sûr que tout le monde l'entende de cette oreille. Certains privilégiant toujours, contre la volonté populaire « la raison du régime sur la raison d'Etat ».

Très schématiquement, on peut évoquer trois facteurs qui avantagent l'IRAN, sur le plan international : la position géographique du pays, ses ressources énergétiques et son héritage historique et culturel. Au niveau régional ; et pour mettre à profit ses avantages l'IRAN n'a véritablement pas d'autre choix, que celui d'une politique d'amitié et de coopération avec ses voisins basée sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Une politique extérieure essentiellement islamiste et accessoirement iranienne est contraire à la vocation naturelle de l'IRAN, c'est à dire celle d'un pays qui de part sa position géographique, son économie pétrolière et sa réalité historique et culturelle, ne peut aspirer qu'à l'ouverture, l'échange et l'interdépendance.

La sécurité du pays ne consiste pas seulement à monter la garde aux frontières mais aussi à faire face aux inévitables turbulences d'un entourage trop riche pour ne pas être convoité. Son avenir dépend en grande partie d'une utilisation systématique des potentialités que lui offrent son environnement et sa diplomatie qui doit sacrifier la raison de l'Etat à la raison du régime.

Enfin sur le plan international, et forte de l'image de respectabilité qu'elle a acquise durant la guerre du Golfe et d'une revalorisation de la position stratégique du pays par rapport à l'espace ex-soviétique, la politique de l'IRAN peut prétendre à un rôle plus considérable au niveau global.

La seule question qui se pose dès lors est la capacité du régime à rentabiliser au mieux la nouvelle conjoncture mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

N° ORDRE	TITRES	OBSERVATIONS
1.	Géopolitique des nouveaux rapports de forces dans le monde	Atlas Stratégique
2.	Géopolitique de l'IRAN	Revue de l'institut International de géopolitique (janvier 99)
3.	L'IRAN quel avenir pour la République Islamique	Revue : le Trimestre du monde (1/96)
4.	Introduction à la Géopolitique	François Thual Directeur d'études au CID (Juillet 99)
5.	L'Asie centrale vers un nouveau « grand jeu »	Revue Internationale et Stratégique (été 99)
6.	MOHAMED KATAMI : Le discours de la Méthode	Le FIGARO (oct. 99)
7.	L'IRAN en transition	Centre d'Etudes Diplomatiques et stratégiques
8.	Le Monde en 1999	Courrier international (déc. 99)

9.	Etudes Géopolitiques	Mr François Thual
10.	Etudes Stratégiques	Mr H.C. Bégarry
11.	Dictionnaire de Géopolitique	Mr François Thual
12.	Les trois Provinces du Kurdistan d'Irak du nord	Le FIGARO (nov. 99)

